

## Le rôle de l'agriculture dans le développement

Bairoch P.

Le développement

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 11

1972  
pages 25-29

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010720>

To cite this article / Pour citer cet article

Bairoch P. *Le rôle de l'agriculture dans le développement*. *Le développement*. Paris : CIHEAM, 1972. p. 25-29 (Options Méditerranéennes; n. 11)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

Paul BAIROCH  
 Directeur d'Études Associé  
 à l'École Pratique  
 des Hautes Études

# Le rôle de l'agriculture dans le développement

Il y a des évidences que, pour des raisons multiples et variées, on s'obstine parfois à ne pas considérer ou à ne pas admettre. Le rôle de l'agriculture dans le développement est une de ces évidences. Certes, dans les sociétés hyperurbanisées et dominées par les activités industrielles et tertiaires — qui sont celles des pays très développés — on a des raisons assez valables d'oublier la place primordiale du monde rural dans les pays sous-développés d'aujourd'hui.

## UNE ÉVIDENCE SOUVENT OUBLIÉE

On peut en effet estimer qu'en 1972 environ 73 % de la population des pays développés occidentaux vivent dans des agglomérations urbaines, et qu'environ 40 % de cette population urbaine habitent dans des villes de plus d'un million d'habitants. Dès lors, n'est-il pas naturel d'oublier qu'il y a deux siècles, quelques 10 % seulement de la population de ces pays étaient urbains (encore que le caractère urbain de la plupart de ces agglomérations ne correspondrait pas à la définition sociologique et économique que nous donnons aujourd'hui à ce terme), et d'oublier qu'il y a deux siècles aucune ville d'Occident n'avait encore atteint le million d'habitants ?

Aujourd'hui, alors que dans les pays occidentaux seulement un ou deux actifs sur vingt travaillent dans l'agriculture (aux Etats-Unis, un sur vingt-cinq seulement), n'est-il pas naturel que l'on ait tendance à oublier aussi qu'il y a deux siècles dans ces mêmes pays (ou seulement un siècle pour beaucoup d'entre eux), 15 à 18 actifs sur 20 étaient des paysans et parfois des serfs ? N'est-il pas non plus naturel d'oublier que, dans notre structure actuelle, on ne tient pas assez compte du fait qu'aujourd'hui, en Asie ou en Afrique, la proportion de paysans est à peine plus faible que celle de l'Europe en 1700 ? On ne semble pas oublier, en revanche, que l'agriculteur des pays industrialisés de maintenant emploie des techniques et des outils très différents de ceux utilisés par ses grands-parents ou ses collègues du Tiers-Monde. Mais la comparaison avec le secteur industriel reste éloquent : si en ce domaine, la productivité du tra-

vail, multipliée par 20 environ en deux siècles, a permis de multiplier par 60 environ la consommation par habitant de produits industrialisés dans les pays développés, pour le secteur agricole (et pour des raisons évidentes), la consommation par habitant n'a été multipliée que par 3 ou 4. Et encore ce taux tient-il compte de l'amélioration de la qualité des produits alimentaires consommés.

L'omission du poids de l'agriculture est cependant la raison essentielle pour laquelle certains économistes et de nombreux responsables politiques ne prennent pas en considération son rôle dans le développement. Au contraire, c'est la connaissance des structures du passé qui explique que des historiens peuvent écrire, comme l'a fait très récemment Jean Baechler (1) en considérant le secteur agricole : « Il va de soi que la révolution industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle n'a été rendue possible que grâce aux progrès dans le travail de la terre, entamés au XVIII<sup>e</sup> siècle, et parachevée au XIX<sup>e</sup> siècle. Et ce, aussi bien parce qu'une augmentation de la productivité par tête était nécessaire pour permettre un exode rural intense sans compromettre l'alimentation générale, que pour mener le revenu agricole à un point où, partagé entre un nombre décroissant de parties prenantes, il dégagerait un surplus disponible pour l'achat de la production industrielle naissante ». Et, en note, l'auteur ajoute si justement : « Ou, du moins, il devrait aller de soi. Car il a fallu plus de vingt ans pour que les responsables des destinées économiques du Tiers-Monde se rendissent compte qu'on ne peut bâtir une industrie florissante en l'absence d'une agriculture capable de laisser des surplus importants ».

Rôle évident certes ; mais aussi, pour l'histoire du démarrage des pays développés, rôle d'une grande importance. En laissant de côté le problème néanmoins très intéressant de l'origine des progrès agricoles, nous nous attachons d'abord à présenter les principales moda-

(1) J. BAECHLER : *Les origines du capitalisme*, Gallimard, collections Idées ; Paris 1971 (pp. 55-56).

De ce que nous écrivons ci-dessus, il ne faudrait évidemment pas conclure que tous les historiens partagent le point de vue de J. BAECHLER, ni que tous les économistes ou tous les responsables politiques refusent d'admettre l'évidence du rôle de l'agriculture.



nous bornerons à signaler que — c'est le cas notamment de l'Angleterre, berceau de la révolution industrielle, mais aussi de la plupart des autres pays occidentaux — les progrès dans le domaine agricole ont précédé de plusieurs décennies ceux de l'industrie.

Ce que l'on a appelé, à juste titre, la révolution agricole, a conduit à un très sensible accroissement de la productivité dans l'agriculture. Or, comme il concernait un secteur qui occupait 75 % à 90 % de la population active selon les pays, cet accroissement de la productivité se traduisit évidemment par une augmentation sensible des disponibilités des ressources sur le plan de l'ensemble de l'économie et cela d'autant plus que cet accroissement fut réellement important. D'après les estimations disponibles, on peut aboutir à la conclusion que la production par actif agricole se serait accrue en Angleterre d'environ 100 % de 1 700 à 1 800. En France, d'après les estimations de l'I.S.E.A., l'accroissement a été de 70 % environ durant le siècle qui correspond, du point de vue du stade de l'évolution de l'agriculture, à la période de 1700-1800 pour l'Angleterre, mais qui a été défavorablement influencée par les troubles de la Révolution et les guerres de l'Empire. D'après nos calculs, entre 1840 et 1900, la productivité agricole se serait accrue de 30 % en Russie, de 45 % en Autriche, de 50 % en Belgique et en Italie, de 75 % en Suède, de 90 % en Suisse et de 190 % en Allemagne, soit une moyenne de 75 %, ce qui se traduit par un taux annuel de l'ordre de 0,9 %.

Théoriquement, on peut concevoir que l'accroissement des disponibilités n'ait d'autre résultat qu'une variation parallèle du niveau de la consommation alimentaire. Peu importe alors qu'il s'agisse d'une augmentation du nombre de calories absorbées ou d'une amélioration du type de nourriture consommée (passage d'une consommation de calories bon marché — ou directes — à celle de calories chères — ou élaborées — ou même, comme cela s'est produit, passage d'une alimentation basée sur une céréale secondaire à celle basée sur le blé combiné : pain noir, pain de farine partiellement blutée). Notons cependant que l'augmentation pure et simple de la consommation de calories se heurte assez vite à un plafond constitué par la limite physiologique : une consommation quotidienne moyenne de l'ordre de 3 500 calories par habitant pouvant être fixée comme limite supérieure. Dans l'hypothèse d'un passage progressif vers une consommation de calories élaborées, le plafond se trouverait évidemment fortement relevé, mais l'on se heurte alors très rapidement à des rigidités d'ordre psychologique : l'échelle des valeurs des produits faisant apparaître comme un gaspillage une consommation trop forte de ces produits. De ce fait, bien qu'un passage vers une consommation de calories élaborées ait dû certainement s'effectuer partiellement à cette époque, celui-ci s'est heurté probablement très tôt à un goulot d'étranglement non physiologique cette fois, mais psychologique.

lités de ce rôle de l'agriculture (2) et ensuite à dégager une problématique du démarrage des pays du Tiers-Monde.

#### AGRICULTURE ET DÉMARRAGE DE L'OCCIDENT

(2) Le lecteur intéressé par ces problèmes et par celui du démarrage en général pourra trouver plus de détails dans notre récente synthèse : P. BAIROCH, *Le Tiers-Monde dans l'impasse*. Le démarrage économique du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle ; Gallimard, collection Idées, Paris, 1971. Et surtout dans nos études :

— *Révolution industrielle et sous-développement* ; SEDES, Paris 1963 (3<sup>e</sup> édit. 1969) ;

— *Agriculture and the Industrial Revolution*. The Fontana Economic History of Europe. Collins, Londres, 1969.

Il ne peut être ici question que d'une présentation rapide — ce qui implique le danger de simplification — de la place de l'agriculture dans le démarrage de l'Occident. Il nous faudra donc laisser de côté la question de l'évidente impossibilité d'un développement des activités industrielles et tertiaires sans accroissement préalable ou, du moins, concomittant de la productivité agricole. Nous

Bref, comme l'énonçait, il y a de cela un siècle, le statisticien Ernest Engel dans sa fameuse loi confirmée par toutes les études sur l'évolution de la structure de la consommation : l'élasticité de la demande de produits alimentaires par rapport au revenu est faible.

Donc, pratiquement, un accroissement important de la productivité agricole conduit assez rapidement à une disponibilité supplémentaire de ressources. Le choix de la nature des biens sur lesquels se porteront ces disponibilités supplémentaires résulte de la conjonction de multiples facteurs tant économiques que sociaux ou politiques. En Europe, où les conditions climatiques confèrent aux vêtements un rôle très important, il est évident qu'en l'absence de pressions contraires, ce fut vers ces produits que se dirigea une fraction importante des disponibilités supplémentaires.

Or, dans les premières phases de l'industrialisation, l'industrie textile a été le secteur moteur par excellence. Sans parler de l'Angleterre — où le textile et l'habillement, au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, représentaient 55 % de l'emploi total dans l'industrie manufacturière et 70 % des exportations totales — rappelons que ce secteur représentait, en France, vers la même époque près de 50 % de l'emploi total de l'industrie manufacturière et près de 40 % des exportations totales. D'ailleurs, tout comme il y a 20-30 ans, la silhouette d'un haut-fourneau était l'image concrète de l'industrialisation, au XVIII<sup>e</sup> siècle et durant la première moitié du XIX<sup>e</sup>, la filature de coton — ce vaste bâtiment trapu, percé de nombreuses petites fenêtres et vers lequel se dirigeait dès l'aube une cohorte misérable surtout composée d'enfants et de femmes — constituait l'expression visuelle de l'ère économique nouvelle.

Mais la demande en provenance de l'agriculture a aussi joué un rôle important dans un autre secteur industriel : celui de la sidérurgie. La majeure partie des innovations qui ont caractérisé la révolution agricole ont eu un impact direct sur la demande de fer. La suppression de la jachère s'est traduite par un accroissement très sensible des travaux agricoles, qui entraîna alors une usure plus rapide de l'outillage agricole et des parties en fer qui le composaient. L'amélioration des outillages et l'introduction d'équipements nouveaux utilisant dans leur composition de plus en plus de fer, ont eu des effets encore plus importants. Et c'est sans compter avec la demande des agriculteurs pour des biens autres que des équipements. En même temps qu'elle entraînait une augmentation de la demande de fer, la révolution agricole fournissait aux agriculteurs les moyens économiques nécessaires pour acquérir cette masse supplémentaire d'équipements grâce aux augmentations des rendements qui étaient la raison d'être de ces modifications du travail agricole. Et, comme le volume relatif de la demande de fer émanant de l'agriculture était, à cette période, très élevé (nous avons pu l'estimer, en excluant la consommation privée des agriculteurs, entre 30 % et 50 % de la

demande globale de fer), on peut comprendre aisément la pression induite par une augmentation sensible et constante de la demande de ce secteur.

Les recherches en vue de suppléer au manque de combustibles, c'est-à-dire principalement le bois, ont donc trouvé un puissant stimulant en la présence d'une demande toujours accrue de l'agriculture. Ainsi est apparue l'utilisation du charbon comme combustible de base pour les hauts-fourneaux en remplacement du bois. Cette innovation technique capitale ouvrait la voie à de nombreuses autres inventions qui ont permis la révolution industrielle.

Il reste un rôle important à évoquer : celui joué par les agriculteurs en tant qu'entrepreneurs et fournisseurs de capitaux pour l'industrialisation. Nous laisserons de côté les cas japonais et russes pour lesquels le financement de l'industrialisation a été très largement assumé par les taxes prélevées sur l'agriculture. En outre, ces exemples concernent des pays qui ont débuté tardivement leur industrialisation.

Un élément d'ensemble se dégage d'un examen général des biographies des entrepreneurs des premières phases de l'industrialisation : c'est la très large prédominance de gens modestes et surtout d'anciens agriculteurs parmi les fondateurs des entreprises industrielles. Cela est non seulement valable pour le textile — qui fut, comme nous l'avons déjà noté, le secteur moteur de l'industrialisation —, mais également pour la plupart des autres secteurs. Sur le plan géographique, cette constatation, qui se dégage de plus en plus nettement des recherches historiques, ne s'applique pas seulement à l'Angleterre, mais aussi pratiquement à tous les pays européens qui se sont industrialisés au XIX<sup>e</sup> siècle.

Nous ne nous étendrons pas sur les causes de l'abstention, dans les premières phases de l'industrialisation, des classes capitalistes plus traditionnelles — abstention qui s'explique largement par des facteurs sociologiques — afin de nous pencher plutôt sur les causes qui peuvent expliquer ce rôle des agriculteurs.

Si la non-continuité des classes capitalistes traditionnelles s'explique surtout par des facteurs sociaux, l'émergence de la classe nouvelle d'entrepreneurs s'explique, elle, essentiellement par des facteurs économiques. L'élément explicatif majeur réside en la différence de la valeur du capital par actif occupé dans l'agriculture par rapports à celle dans l'industrie. En effet, pour la période qui nous intéresse ici, et d'après les recherches que nous avons entreprises, les estimations disponibles à cet égard et les calculs que nous avons effectués (4), le capital total (fixe et circulant) nécessaire pour mettre un actif au travail dans l'industrie en Angleterre représentait, vers 1800, environ 4 à 5 mois de salaire masculin de la période considérée. Pour la France, il serait de l'ordre de 6 à 8 mois pour la période 1800-1820. L'écart entre les ratios français et anglais s'explique

(4) Dans notre étude : *Révolution industrielle et sous-développement* ; op. cité ; pp. 54-63.

par l'écart du niveau de développement des deux pays : la France, qui amorça son développement plus tard que l'Angleterre, devait tenir compte du niveau technique déjà atteint par ce pays. Ce faible coût du capital résulte évidemment du niveau peu évolué de la technique au début du XIX<sup>e</sup> siècle. De plus, et c'est d'une grande importance, le montant du capital nécessaire pour mettre un actif au travail dans l'agriculture était très largement supérieur à celui qu'il fallait pour occuper un actif dans l'industrie naissante. L'écart entre ces deux montants varie évidemment en fonction du degré de développement tant agricole qu'industriel, mais également en fonction des disponibilités de terres agricoles, la terre constituant la fraction majeure du capital dans l'agriculture de cette période. En moyenne, cet écart était de l'ordre de 8 à 1 ; c'est-à-dire que le capital par actif dans l'agriculture était huit fois plus important que dans l'industrie.

Cette possibilité ainsi offerte aux agriculteurs de devenir des entrepreneurs que la révolution agricole conduisit à dans l'industrie fut d'autant plus utilisée rendre moins rentable une fraction importante des entreprises agricoles : un certain nombre d'agriculteurs, et notamment les exploitants propriétaires de leurs terres, changèrent donc d'activité et s'orientèrent vers l'industrie et surtout vers le textile. Car il ne faut pas oublier ici un aspect structurel très important des sociétés occidentales préindustrielles et même de toutes les sociétés traditionnelles, à savoir l'interdépendance entre le travail textile et le travail agricole.

Si nous avons surtout mis l'accent sur le rôle des agriculteurs modestes, il convient de ne pas négliger non plus l'apport souvent important des gros propriétaires terriens dans l'investissement industriel. Cet apport a d'ailleurs été facilité par l'augmentation des rentes des terres qui, dans la plupart des pays européens, a accompagné la révolution agricole.

Il ne faudrait évidemment pas limiter aux seuls agriculteurs un rôle tenu lors du démarrage de l'industrie naissante. Il est évident que, dans de nombreux cas, des entrepreneurs issus des classes capitalistes traditionnelles de l'ancien régime (commerçants, et même souvent nobles) ont joué aussi un rôle important dans certains secteurs (et plus souvent dans l'industrie sidérurgique que textile). Mais, dans les premières phases, l'essentiel des capitaux et surtout des entrepreneurs qui ont conduit aux bouleversements de la révolution industrielle était d'origine modeste et presque toujours d'origine agricole.

Ainsi, l'agriculture va-t-elle non seulement « libérer » les ressources alimentaires et les ouvriers nécessaires à cette vaste aventure que fut la révolution industrielle, mais également contribuer très largement à la naissance des industries textiles et sidérurgiques modernes et, de plus, fournir, dans les premières phases, une fraction dominante des capitaux et des entrepreneurs qui ont animé les secteurs moteurs de cette révolution.



Campagne de labours en Algérie.

Photo Ministère de l'Information R.A.D.P.

## L'AGRICULTURE ET LE TIERS-MONDE

L'équilibre instable entre population et ressources alimentaires qui a marqué l'Occident par le passé a reçu une nouvelle expression dans le Tiers-Monde en raison de l'inflation démographique qui l'afflige. L'ampleur et les causes en sont d'ailleurs largement décrites. Mais cette inflation implique que l'agriculture du Tiers-Monde se trouve placée, depuis près d'un demi-siècle, devant une contrainte unique dans l'histoire de l'humanité : celle d'accroître sa production à un taux annuel de 2 ou 3 %, avec généralement un petit nombre d'innovations techniques et une disponibilité réduite de terres agricoles. Le niveau extrêmement faible de la productivité de ce secteur, et de ce fait, le danger potentiel réel de famine, impliquent que la priorité soit donnée à ce secteur dans les programmes de développement.

Et le problème est loin d'être aisé. En effet, en raison de la forte progression passée de la population et de la faible disponibilité de terres agricoles dans la majeure partie du Tiers-Monde, on a assisté à un très fort accroissement de la densité de peuplement agricole. De 1900 à 1970, la population active agricole a plus que doublé et les superficies agricoles, surtout en Asie, sont demeurées relativement stables. C'est une des causes essentielles qui expliquent la stagnation de la productivité agricole : la comparaison d'indices que nous avons calculés est éloquentes à ce sujet (5). Le niveau

actuel de la productivité du travail dans l'agriculture est très voisin, voire un peu inférieur, à celui de 1909-1913. Les problèmes rencontrés par l'agriculture du Tiers-Monde dans sa tâche de suivre l'augmentation de la population ressortant également des données sur la production alimentaire de la F.A.O. ; voir le tableau ci-dessous :

	TOTAL	Par HABI- TANT
1934-1938 . . .	75	104
1948-1952 . . .	87	94
1953-1957 . . .	103	101
1958-1962 . . .	120	104
1963-1967 . . .	136	104
1968-1971 . . .	156	105
1960 . . . . .	120	104
1961 . . . . .	124	105
1962 . . . . .	127	105
1963 . . . . .	131	105
1964 . . . . .	135	106
1965 . . . . .	136	104
1966 . . . . .	137	102
1967 . . . . .	143	104
1968 . . . . .	149	105
1969 . . . . .	154	105
1970 (a) . . . .	159	106
1971 (b) . . . .	163	105

Source : d'après F.A.O.

(a) Chiffres provisoires.

(b) Chiffres très provisoires.

Ce tableau démontre également que, quelles que soient les potentialités de la « révolution verte » (dont on a tant parlé), celle-ci ne semble pas encore avoir eu d'effets sensibles sur la production alimentaire de l'ensemble des pays sous-développés. Certes, il est trop tôt pour conclure sur l'impact réel de cette révolution, mais il convient d'insister sur le fait que, dans ce domaine, le problème essentiel ne réside pas dans la découverte d'une technique propre à accroître la production et la productivité, mais dans la diffusion rapide et généralisée de celle-ci et dans son adaptation aux conditions écologiques et pédologiques (et même sociales) des différentes régions.

Nous savons qu'au XIX<sup>e</sup> siècle en Europe, on pouvait mesurer en quelques kilomètres par an la progression des méthodes nouvelles en agriculture. Les moyens modernes de communications peuvent certainement contribuer à accélérer ce rythme, mais il ne faut pas oublier que la population rurale, surtout en Asie et en Afrique, est encore aujourd'hui largement analphabète. Si, par exemple, les analphabètes en Inde représentent un peu moins de 70 % de la population âgée de plus de 14 ans, dans la population rurale ce taux est certainement supérieur à 90 %. Dans une telle structure de la population, le problème majeur reste celui de la diffusion de l'innovation et non de son existence.

Donc, il est trop tôt pour déclarer que les risques de famine — si bien mis en relief par René Dumont et Bernard Rosier — soient écartés (6). Et ne serait-ce que pour cette seule raison, l'importance de l'agriculture dans la problématique du développement reste primordiale. Certes,

(6) R. DUMONT et B. ROSIER : *Nous allons à la famine* ; Seuil, Paris, 1966.

(5) Voir notre étude : *Diagnostic de l'évolution économique du Tiers-Monde, 1900-1968* ; Gauthier-Villars, Paris 1967 (4<sup>e</sup> édition 1970), notamment pages 34-66.

les différences régionales sont ici importantes ; la situation de l'Amérique Latine est très différente de celle de l'Asie. Mais cette dernière représente un peu plus des trois quarts de la population de ce qu'il est convenu d'appeler, à tort ou à raison, le Tiers-Monde.

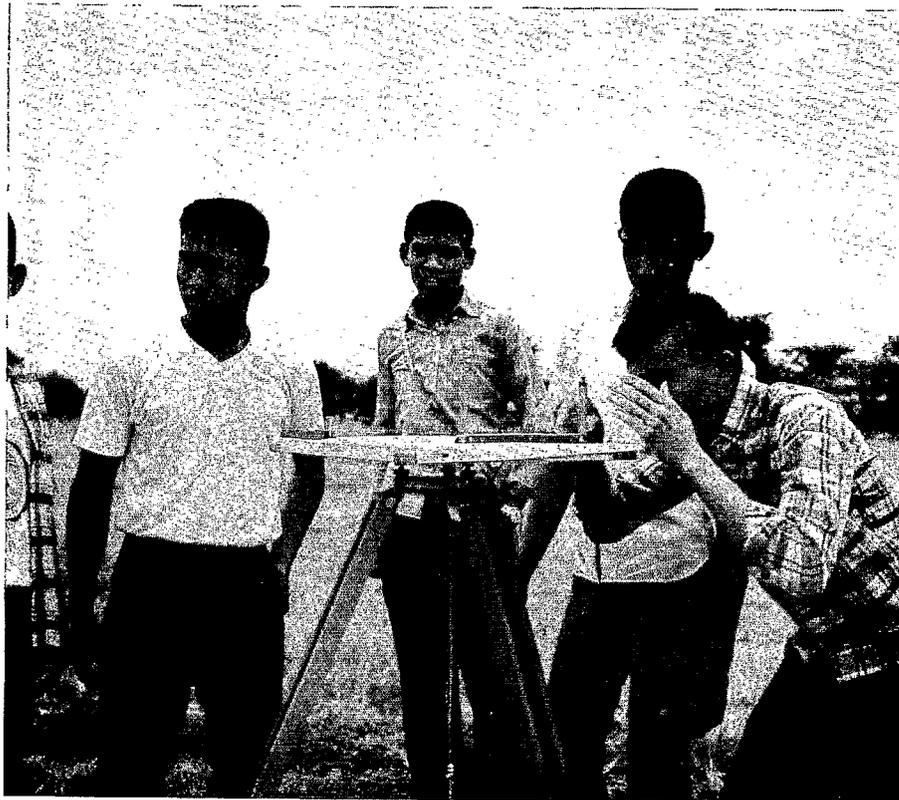
Mais, comme nous l'avons laissé apparaître, l'aspect nutritionnel de l'agriculture n'est pas le seul qui confère à ce secteur un rôle important dans le processus du développement. Et ici, nous revenons à notre évidence du point de départ, évidence à laquelle nous ajouterons immédiatement une autre, de crainte de malentendu. En raison de nombreux facteurs, il est évident qu'il n'est pas question de « croire » que l'agriculture puisse remplir dans le Tiers-Monde le même rôle qu'elle a joué dans le développement de l'Occident. Toutefois, s'il est peu probable de voir des entrepreneurs industriels surgir du milieu agricole ou de considérer que la demande de ce secteur soit un facteur suffisant d'industrialisation, il n'en reste pas moins qu'il est illusoire d'espérer, pour la majorité des pays du Tiers-Monde, une industrialisation valable sans élargissement du marché intérieur. Et il est impossible d'avoir un élargissement substantiel, et surtout durable, de ce marché intérieur sans accroissement du revenu des classes rurales, lesquelles, en Asie notamment, représentent encore 75-80 % de la population totale. La forte corrélation que l'on trouve dans la plupart des pays, et notamment en Inde, entre les productions agricoles et manufacturières, est une des preuves, s'il en faut, du rôle de la demande rurale.

Le problème se présente en des termes différents pour un certain nombre de petits pays qui peuvent axer largement leur industrialisation sur les débouchés que peut offrir le marché international. Il se présente également en des termes différents en Amérique latine où la population rurale ne représente plus que 44 % du total (et seulement 20 % du total pour l'Argentine ; 21 % pour l'Uruguay ; et 27 % pour le Chili). Mais, encore une fois, pour ce qui constitue en termes humains l'essentiel du Tiers-Monde (c'est-à-dire les pays de grande et petite tailles d'Asie, les grands pays d'Afrique), le simple poids relatif de la population rurale fait de l'agriculture la clé essentielle du développement économique, même si l'on considère, à tort ou à raison, qu'on ne peut concevoir un développement économique rapide sans industrialisation.

C'est pour ces deux séries de raisons que l'accroissement de la productivité agricole (et aussi, là où elle est nécessaire, une réforme agraire, afin de mieux répartir les profits de l'accroissement de la productivité) doit constituer un objectif prioritaire, un des principaux impératifs (7) si l'on veut espérer un développement économique valable. Et pour terminer, nous énoncerons une autre évidence : afin de favoriser les chances de l'accroissement de la productivité agricole, un ralentissement de l'inflation démographique s'avère nécessaire et très urgent.

(7) Voir le chapitre XX (pp. 318-327), « Les impératifs », de notre étude : *Le Tiers-Monde dans l'impasse* ; op. cité.

Photo UNESCO, Dominique Roger.



*Philippines : Institut de technologie de Mindanao. Levées topographiques faisant partie du programme d'enseignement et de recherche appliquée dans le domaine de l'Agriculture.*